

[print](#)

Le Venezuela en état d'alerte

De [Oscar Fortin](#)

Global Research, juin 16, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-venezuela-en-etat-dalerte/5339349>

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le Venezuela est mis à l'épreuve des forces oligarchiques nationales et des politiques agressives de Washington. Depuis l'élection d'Hugo Chavez, [en 1998](#), de l'adoption d'une nouvelle constitution, en 1999, d'une nouvelle élection présidentielle, conformément à la [nouvelle constitution](#), [en 2000](#), les anciens maîtres du Venezuela ne déragent plus. Oligarchies nationales, cupule ecclésiale et Washington serrent les rangs pour briser à sa racine ce nouveau régime.

Dès 2002, une [première tentative de coup d'État](#) qui n'aura duré que quelques heures aura mis au grand jour les adversaires de la révolution bolivarienne. On se souviendra qu'avec l'aide de certains hauts gradés de l'armée, l'oligarchie nationale prit le contrôle des lieux décisionnels de l'État. Chavez fut transporté dans un lieu secret et les principaux acteurs de ce coup militaire (le patronat, la hiérarchie ecclésiale, les représentants oligarchiques et les médias mainstream célébrèrent cette victoire, le temps que le peuple et une partie de l'armée, restés fidèles à Chavez, interviennent et mettent fin à la fête. Chavez est aussitôt localisé, libéré et ramené au poste auquel le peuple l'avait élu, à savoir celui de Président.

En 2004, selon une procédure prévue par la constitution, les opposants de Chavez font campagne afin d'obtenir suffisamment de signatures pour demander sa destitution. Un [référendum a lieu](#) et Chavez en sort encore plus fort. Il peut compter sur la majorité du peuple. À la même époque, mai 2004, 126 Colombiens, paramilitaires en mission au Venezuela, sont capturés. Ils avaient pour mission d'assassiner Chavez et de déstabiliser le gouvernement par des actions de sabotages. À cette époque, la Colombie est sous la gouverne d'[Alvaro Uribe](#).

Cette guerre souterraine contre Chavez et la nouvelle démocratie, celle du peuple pour le peuple, n'a jamais cessé. Les oligarchies et Washington avec la collaboration de la Colombie ne décolèrent toujours pas.

En mars 2013, le président Chavez meurt d'un cancer bien mystérieux. Cette mort donne un nouvel espoir à ses adversaires, celui de reprendre le contrôle du pays et des richesses pétrolières. À ces objectifs s'ajoute également le sabotage des organismes régionaux d'intégration et d'unification des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il faut penser à [UNASUR](#), [MERCOSUR](#), [ALBA](#), [CELAC](#). Dans aucun de ces organismes ne figurent les États-Unis et le Canada.

L'élection présidentielle du 14 avril dernier donna gagnant Nicolas Maduro, le candidat désigné par Chavez. Sa victoire a été bien en deçà de ce que les sondages disaient, mais il en est sorti gagnant.

Une élection qui s'est déroulée dans un climat de paix et sous l'œil vigilant de plus de 300 observateurs étrangers. Une victoire, reconnue par tous des pays de l'Amérique latine. Les États-Unis sont le seul pays qui ne reconnaît pas les résultats de cette élection. En cela, l'Administration Obama apporte tout son soutien à l'opposition vénézuélienne sous la direction du candidat perdant, [Henrique Capriles](#).

Il faut préciser que ce dernier avait refusé, tant avant que pendant l'élection, de reconnaître les résultats de l'élection. Ces derniers jours, le Conseil électoral national a rendu publiques les conclusions de la révision totale des résultats de la dernière élection. À 99.009 %, ces résultats confirment ceux du 14 avril 2013.

Le soir des élections, [le candidat perdant](#), Henrique Capriles a invité ses partisans à aller manifester et à exprimer leur colère. Ce fut le début [de nombreux saccages](#) dans des lieux publics, dans des centres médicaux, dans des locaux du Conseil national électoral et ainsi que de nombreux blessés et de plusieurs morts. La nuit du 15 avril demeurera une page tragique de l'histoire vénézuélienne.



« Dès l'annonce de Capriles, des groupuscules néofascistes déferlent dans les rues du pays. Des symboles du chavisme sont détruits, des militants attaqués et assassinés, des petits commerces sont saccagés et brûlés. On dénombre 7 morts et 61 blessés, par balle pour la plupart. Cinq sièges régionaux du Parti socialiste Uni du Venezuela (Psuv) sont dévastés par les flammes, tout comme douze cliniques populaires où officient des médecins cubains. »



Capriles et Santos

Le 26 mai, Jos Biden arrive à Bogota pour une rencontre avec le président Santos. Il vient donner le signal d'une nouvelle offensive contre le Venezuela. En effet, à peine reparti de Bogota pour le Brésil, le président Santos reçoit officiellement Enrique Capriles, cet opposant qui n'a jamais voulu reconnaître les résultats de l'élection du 14 avril en dépit du fait que tous les pays de l'Amérique latine, y incluant la Colombie, les aient reconnus et que tous les observateurs internationaux en aient confirmé la pleine crédibilité. Capriles, c'est, également, celui qui a incité à la violence laquelle a fait plus de 63 blessés et 7 morts.

Le Venezuela est en colère. Les principes de bonne entente, établis en 2010 entre les deux gouvernements, viennent se heurter à un autre agenda qu'à la Colombie. Les médias mainstream trouvent la réaction du Venezuela exagérée et présentent l'événement comme quelque chose de normal et d'interne à la Colombie.

Pour le président Maduro, il ne s'agit pas d'un événement normal, relevant de la seule souveraineté de la Colombie. Cette colère vient du fait que le président

Santos était bien au fait des crimes de Capriles et qu'il sait pertinemment que la dernière élection, sanctionnée par le Conseil électoral national, instance suprême de validation de toute élection, est la référence à prendre en considération. D'ailleurs, ce même président Santos avait participé avec [tous les membres d'UNASUR](#) pour discuter des élections au Venezuela et de la légitimité du président Nicolas Maduro. Tous, sans exception, y compris Santos, avaient alors reconnu la validité de l'élection et confirmé leur soutien au nouveau Président.

Imaginons un seul instant que le Président du Venezuela reçoive officiellement le chef des groupes armés qui veulent renverser le gouvernement colombien ! Que se passerait-il alors de la part des autorités colombiennes et de ses alliés ? Ce serait, à n'en pas douter un motif suffisant pour couper toutes les relations diplomatiques entre les deux pays.

Ce n'est pas tout. Deux jours à peine après cette rencontre explosive, le président Santos annonce son intention de demander l'intégration de la Colombie à l'OTAN. Une autre intervention qui vient semer la confusion dans les relations des pays de l'Amérique latine qui ont déjà décidé de faire de ce territoire une terre de paix. Sur ce point précis de l'OTAN, je vous invite à lire [cet excellent article d'Alberto Rabilotta](#).

Depuis, les évènements se succèdent.

D'abord [deux groupes de paramilitaires colombiens ont été arrêtés](#), début juin, en sol vénézuélien. Leur mission devait les conduire jusqu'à Caracas pour y assassiner le Président et d'autres personnalités du gouvernement.

Vient par la suite [cette information, transmise par le journaliste et ancien vice-président du Venezuela, Jose Vicente Rangel](#), à l'effet qu'une représentation de la opposition s'est rendue à San Antonio, Texas, pour y acheter 18 avions de guerre à être livrés sur une des bases militaire étasuniennes en Colombie.

Je termine ce survol d'évènements avec cette double information. La première porte sur l'audience privée que le pape François accordera au président Maduro, lundi, le 17 juin. Une rencontre à suivre de près.

La seconde est que trois représentants de l'opposition vénézuélienne seront reçus, deux jours plus tard, par le grand patron de la diplomatie vaticane. Il semblerait que ce soit pour réclamer la libération des soi-disant prisonniers politiques au Venezuela.

Ce dernier point met en relief les relations privilégiées qu'a cette opposition avec l'épiscopat et le nonce apostolique vénézuéliens. À ma connaissance, c'est la première fois qu'une telle requête est présentée par une opposition politique à un si haut niveau. En général, elle s'adresse à l'épiscopat national qui voit ou non la pertinence d'en saisir le Nonce apostolique et par la suite ce dernier décide de s'en faire ou pas l'avocat auprès des plus hautes autorités de l'Église. D'autant plus que le Venezuela n'a pas la réputation d'avoir des prisonniers politiques, à tout le moins, pas depuis l'arrivée de Chavez à la Présidence, en 1998.

On verra bien ce que la presse internationale va nous en dire de ces deux rencontres. Je vous promets que je vais y être attentif.

Il n'y a pas de doute que la presse internationale mainstream sera là pour recueillir les commentaires et observations de ces représentants de l'opposition. Sur la rencontre du Président avec le Pape, il faudra, sans doute, que des scribes de l'information alternative prennent la relève.

Bonne journée à vous tous et toutes qui avez eu le courage de me lire jusqu'à la fin.

Oscar Fortin

<http://humanisme.blogspot.com>

Copyright © 2013 Global Research